

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-137

DU 23 MARS 2022

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES HUMAINES : RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) CADRES D'EMPLOIS DES INGÉNIEURS ET DES TECHNICIENS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 20 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 3 I, 3 II, 3-1, 3-2, 3-3 ;

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 modifié relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

VU l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe et du 2e groupe des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU la délibération n° CR 2017-175 du 23 novembre 2017 modifiée portant dispositions relatives aux ressources humaines qui a fixé les modalités d'application du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des sujétions et de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) ;

VU la délibération n° CP 2020-239 du 27 mai 2020 portant dispositions relatives aux ressources humaines qui a fixé les modalités d'application du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des sujétions et de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-137 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

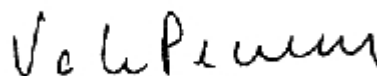
Article 1 : Application du RIFSEEP aux agents des cadres d'emplois d'ingénieur et de technicien territorial

L'annexe 2 de la délibération CP 2020-239 est abrogée. L'annexe 2 de la délibération CR 2017-175 du 23 novembre 2017 est modifiée conformément à l'annexe n°1 de la présente délibération.

Article 2 :

Décide que la présente délibération entre en vigueur le 1^{er} avril 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1142759-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXE A LA DELIBERATION

**Annexe n°1 : Modification de l'annexe 2 de la
délibération n° CR 2017-175**

L'annexe 2 de la délibération n° CR 2017-175 modifiée est modifiée ainsi qu'il suit :

Les montants minimums et maximums mentionnés dans cette annexe correspondent à ceux applicables aux corps de référence de l'Etat, fixés par le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984. Ces montants évolueront dans les mêmes proportions et en même temps que ceux applicables aux agents de l'Etat.

FILIERE TECHNIQUE

Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

***Sur la base des minimums et des maximums applicables au corps de référence de l'Etat (Ingénieurs des travaux publics de l'Etat).**

Groupe	Fonctions	IFSE Montant minimal annuel	IFSE Montant maximum annuel	CIA Montant maximal annuel	Plafond IFSE + CIA
G1	Direction générale	3 500	46 920	8 280	55 200
G2	Direction	3 200	40 290	7 110	47 400
G3	Encadrement supérieur	3 000	36 000	6 350	42 350
G4	Inspecteur Général, expert de haut niveau	2 900	31 450	5 550	37 000
G5	Chef de service	2 800	21 475	3 890	25 365
G6	Pilotage administratif, technique ou de projet	2 600	20 200	3 250	23 450

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

***Sur la base des minimums et des maximums applicables au corps de référence de l'Etat (techniciens supérieurs du développement durable).**

Groupe	Fonctions	IFSE Montant minimal annuel	IFSE Montant maximum annuel	CIA Montant maximal annuel	Plafond IFSE + CIA
G5	Chef de service	2 680	19 660	2 680	22 340
G6	Pilotage administratif, technique ou de projet	2 580	18 580	2 535	21 115
G7	Encadrement intermédiaire	2 445	17 500	2 385	19 885
G8	Gestion administrative et technique	2 245	14 667	1 908	16 575